

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET TRANSITION JUSTE EN AFRIQUE

Un appel à une appropriation africaine

“Vous ne pouvez pas continuer à avoir vos émissions de luxe et pointer du doigt la personne qui a des émissions pour survivre.”

– Farhana Sultana

La transition énergétique est une affaire africaine

Le changement climatique est l'une des menaces les plus graves et les plus urgentes auxquelles la planète est confrontée. On s'accorde aujourd'hui à dire qu'il n'affecte pas toutes les régions de la même manière, l'Afrique étant l'une des plus durement touchées. Depuis l'ère préindustrielle, le climat de l'Afrique s'est réchauffé plus que la moyenne mondiale. Le continent s'est réchauffé à un rythme moyen d'environ **+0,3 °C/décennie** entre 1991 et 2021. Le niveau des mers le long des côtes africaines augmente plus rapidement que la moyenne mondiale, entraînant des inondations côtières et une augmentation de la salinité des eaux souterraines.

Bien que le lien entre le réchauffement climatique et la consommation d'énergie ait été établi par les chercheurs depuis des décennies, l'opinion publique a mis longtemps à en prendre conscience. La réduction drastique et l'abandon rapide de l'utilisation des combustibles fossiles est l'une des clés de la lutte contre le réchauffement climatique. Cela nécessite une transition vers les énergies renouvelables, qui sont au cœur du dispositif de lutte contre le changement climatique, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

Figure 1



Source: IEA

KEY TAKEAWAYS

- La lutte contre le changement climatique nécessite une transition énergétique vers les énergies renouvelables.
- L'Afrique est le continent qui a le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre, mais selon plusieurs indicateurs, c'est la région la plus touchée par les conséquences du réchauffement climatique.
- L'Afrique est également le continent qui a le moins accès à l'énergie avec une dépendance aux combustibles fossiles.
- En raison des coûts élevés de la transition énergétique et du faible niveau d'investissement, l'Afrique n'est pas en mesure de suivre le rythme des autres continents.
- Il existe de bonnes stratégies pour la transition énergétique en Afrique. Ce qui fait obstacle, c'est la volonté politique et les intérêts économiques.

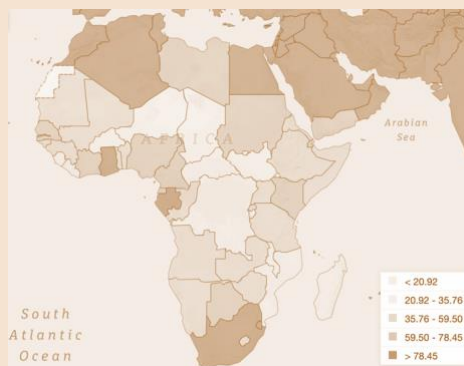
Prenons l'exemple de l'électricité. En ce qui concerne les sources de production d'électricité en Afrique (figure 1), le gaz naturel domine toujours (42 %), suivi du charbon (28 %), deux combustibles fossiles dont les émissions de gaz à effet de serre sont les plus élevées. Il est clair que le continent africain doit repenser ses sources d'énergie et adopter des options énergétiques plus propres et renouvelables. Mais comment peut-on parler de transition vers les énergies renouvelables tout en ignorant l'accès à l'énergie de base en général ?

L'accès limité à l'énergie en Afrique

Malgré l'augmentation constante de l'accès à l'énergie en Afrique au cours des dernières décennies, il existe de grandes disparités au sein des pays et des régions, ainsi qu'entre eux. En effet, 43 % de la population africaine (600 millions de personnes) n'a toujours pas accès à l'énergie, ce qui est le taux le plus élevé de tous les continents. Ce chiffre est encore plus élevé dans la partie subsaharienne du continent. La carte de la figure 2 illustre l'accès par pays et les disparités au sein du continent. La consommation moyenne d'électricité par habitant en Afrique, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, est inférieure à 180 kilowattheures (kWh) par an, soit une infime partie des quelque 13 000 kWh consommés aux États-Unis et des 6 500 kWh consommés en Europe. La production totale d'énergie de l'Afrique ne représente que 3,1 % du total mondial, la moitié de cette production étant concentrée en Afrique du Sud (27,4 %) et en Égypte (23,5 %).

La pauvreté énergétique a été reconnue comme un obstacle majeur à la réalisation de l'Agenda 2063, et l'importance de ne laisser personne de côté est clairement exprimée dans la *Position Commune*. L'accès à l'énergie en général, et à l'électricité en particulier, est essentiel pour répondre aux besoins fondamentaux des populations, tels que la santé, l'alimentation et l'éducation. Malheureusement, comme le montre la figure 3, la majeure partie (45 %) de la demande énergétique en Afrique est satisfaite par la biomasse (bois et charbon de bois). Cela signifie que les ménages sont encore largement dépendants de la biomasse pour leurs besoins énergétiques, avec toutes les conséquences négatives non seulement pour la santé, en particulier pour les femmes et les enfants, mais aussi pour le couvert végétal, qui est soumis à une pression constante. Sans énergie adéquate et continue, les services publics sont également limités, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des centres de santé.

Figure 2



Source: World Bank Data

Figure 3

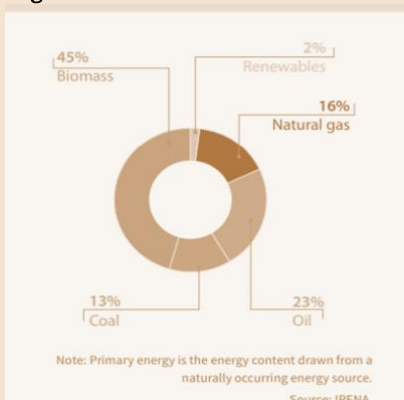
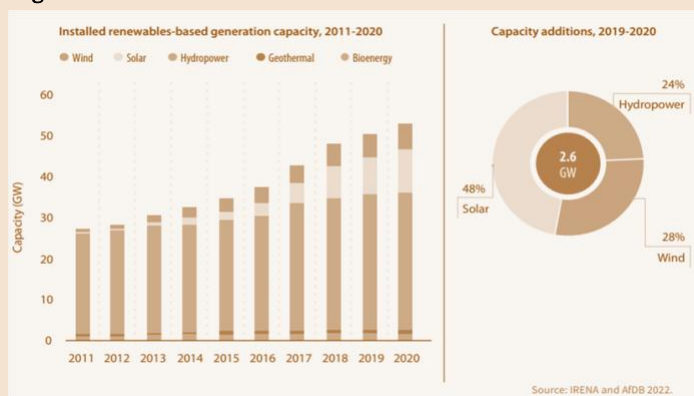


Figure 4



Ce manque d'accès a également un impact considérable sur l'économie, entravant les investissements, l'activité commerciale et la création d'emplois. Sans accès universel à l'énergie, le progrès économique de l'Afrique est impossible. Surtout à l'ère de la numérisation, des télécommunications et du big data, les industries africaines ne peuvent pas s'intégrer pleinement aux marchés internationaux sans maîtriser ce facteur clé.

L'abandon des combustibles fossiles en Afrique ne peut se faire au même rythme qu'en Amérique du Nord ou en Europe

De nombreux pays africains disposent d'importants gisements et de projets en cours dans le domaine des ressources énergétiques non renouvelables, notamment le charbon, le pétrole et le gaz naturel, qui sont essentiels pour répondre aux besoins énergétiques à court terme. Le Sénégal, par exemple, vient de rejoindre les rangs des pays producteurs de pétrole avec le lancement de son gisement offshore. Le Fonds monétaire international classe plus de la moitié des pays africains dans la catégorie des pays à forte intensité de ressources, c'est-à-dire des pays où les ressources non renouvelables représentent plus d'un quart des exportations, en particulier en Afrique de l'Ouest.

Dans ce contexte, il convient également de noter que l'Afrique fait de réels efforts pour passer aux énergies renouvelables. Ces dernières années, le déploiement des énergies renouvelables a augmenté, la capacité de production d'énergie renouvelable du continent ayant presque doublé entre 2010 et 2020. La plus forte augmentation a été enregistrée dans le domaine de l'énergie solaire (figure 4). Plusieurs programmes sont consacrés au développement des énergies renouvelables en Afrique. Une grande partie de la croissance a été tirée par des projets à grande échelle, en particulier de nouveaux projets d'hydroélectricité et d'énergie solaire photovoltaïque. L'Afrique australe est en tête en termes de capacité totale de production d'énergie renouvelable en 2020 avec 17 GW, soit environ un tiers du total de l'Afrique, suivie par l'Afrique du Nord avec 12,6 GW, soit un quart du total. Depuis 2016, le Maroc abrite le complexe solaire Noor Ouarzazate, la plus grande centrale solaire concentrée au monde. Toutefois, comme le montre la figure 1, hormis l'hydroélectricité, les énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien, la géothermie et la bioénergie avancée ne contribuent encore que de manière marginale au bouquet énergétique de l'Afrique.

L'Afrique, plus que tout autre continent, possède le plus de ressources en diverses formes d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, hydroélectrique et géothermique). Le soleil brille presque toute l'année et les ressources éoliennes et géothermiques sont abondantes dans diverses parties du continent. Cependant, seule une infime partie de ce potentiel est exploitée. Prenons l'exemple de l'hydroélectricité. Bien que cette source fournisse actuellement près d'un cinquième de l'énergie africaine, moins d'un dixième du potentiel de l'Afrique est exploité. La République démocratique du Congo (RDC) possède au moins 8 % (100 000 MW) du potentiel hydroélectrique mondial, mais moins de 3 % de ce potentiel a été développé. Pendant ce temps, plus de 80 % de la population de la RDC n'a toujours pas accès à l'électricité. Les autres sources d'énergie renouvelables sont encore moins développées. Cela représente une opportunité manquée pour le continent, car les énergies renouvelables peuvent stimuler la création d'emplois. L'investissement dans les technologies de transition énergétique crée près de trois fois plus d'emplois que les combustibles fossiles pour chaque million de dollars dépensé. Mais l'Afrique en est encore au stade embryonnaire.

L'une des principales raisons de cet écart est que le coût de la transformation énergétique dépasse de loin le capital actuellement investi dans le secteur. On estime qu'un investissement de 20 milliards de dollars par an est nécessaire pour construire l'infrastructure permettant de connecter

tous les Africains à l'électricité renouvelable d'ici 2030, et de 2,5 milliards de dollars pour leur fournir des fourneaux de cuisine propres. Pourtant, bien qu'elle compte près d'un cinquième de la population mondiale, l'Afrique attire moins de 2 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables.

Dans ce contexte, pour répondre aux besoins énergétiques croissants du continent, le gaz naturel, l'hydrogène et l'énergie nucléaire devront continuer à jouer un rôle clé à moyen terme, tandis que l'on passera progressivement aux énergies renouvelables. Avec une population croissante, dont 600 millions sont déjà privés d'électricité, l'Afrique ne peut pas se permettre d'abandonner rapidement les combustibles fossiles.

La nécessité de partager équitablement les coûts de la transition énergétique

Face à cette situation, plusieurs voix s'élèvent pour réclamer plus d'investissements en Afrique et une répartition équitable des coûts supplémentaires engendrés par la transition énergétique de l'Afrique. En clair, l'appel à la justice climatique dans ce contexte de transition énergétique est lié au fait que l'Afrique, avec près d'un cinquième de la population mondiale, a contribué à moins de 4 % des émissions mondiales de CO₂. Si l'on exclut l'Algérie, l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud, le reste de l'Afrique (environ un milliard d'habitants) représente environ 1 % des émissions mondiales. La Chine, les États-Unis et l'Union européenne représentent historiquement et actuellement plus de 50 % des émissions de CO₂. La transition énergétique vers des énergies propres et renouvelables étant la clé de voûte de la lutte contre le changement climatique, les coûts devraient être supportés proportionnellement à la **responsabilité historique** de chaque pays ou région dans les émissions de gaz à effet de serre.

En outre, si l'Afrique veut atteindre ses objectifs en matière de transition énergétique équitable, des solutions de financement innovantes devront être formulées, avec des mécanismes de financement impliquant une diversité de parties prenantes (secteur public, institutions de financement du développement, capitaux privés). Bien qu'il ne soit pas possible d'augmenter les investissements sans un afflux important de capitaux privés avec des modèles de rentabilité clairs, il est essentiel que les gouvernements africains restent à l'avant-garde de la conception et de la mise en œuvre des stratégies d'accès à l'énergie.

Il convient d'établir une distinction entre le rôle que peuvent jouer les subventions, d'une part, et les capitaux privés à but lucratif, d'autre part. Comme le suggère la **recherche**, les projets financés uniquement par des capitaux privés peuvent avoir des effets négatifs inattendus sur la cohésion sociale et l'équité au sein des communautés. Les capitaux privés doivent être en mesure d'apporter l'innovation et le passage à l'échelle, mais des subventions, des dons ou une intervention du secteur public (réforme tarifaire) seraient nécessaires pour mettre en place des services sociaux complémentaires et rendre les services énergétiques de base abordables pour tous, en particulier dans les zones rurales. À cet égard, le financement à des conditions préférentielles par le biais de partenariats public-privé pourrait jouer un rôle clé, à condition que les pays africains disposent d'un environnement réglementaire qui le facilite. Par ailleurs, compte tenu de la difficulté pour les entreprises locales d'obtenir des prêts auprès des banques commerciales, certains auteurs suggèrent que les gouvernements africains utilisent les ressources disponibles auprès des institutions de financement du développement pour acquérir des systèmes énergétiques d'éclairage ou de cuisson auprès d'entreprises privées et les mettre à la disposition des ménages sur la base d'un paiement à l'utilisation.

Un appel à l'appropriation et à l'action

Lorsqu'il s'agit de la transition énergétique de l'Afrique, de nombreuses stratégies pour une *transition juste* existent déjà. Cependant, la grande majorité d'entre elles ne proviennent pas de l'Afrique et servent souvent des intérêts non africains. De plus, certaines de ces stratégies sont enracinées dans des perspectives néocoloniales sur l'Afrique. Il existe un certain consensus entre les principales parties prenantes sur les domaines stratégiques dans lesquels les investissements peuvent avoir le plus d'impact en ce moment. Le plus grand obstacle aujourd'hui n'est donc pas celui des idées, mais celui de la volonté politique et des intérêts économiques.

Face aux hésitations, à la lenteur et parfois au blocage de certains groupes d'intérêt dans les négociations internationales, l'Afrique doit prendre les devants et être une source de solutions pour le reste du monde. Cela peut se faire par l'intermédiaire de l'*Union africaine*, de la *Banque africaine de développement* ou d'institutions plus petites. Mais il doit s'agir d'une perspective africaine. La recommandation la plus fondamentale est de passer de la rhétorique et des promesses à l'action sur la base des stratégies existantes, tout en veillant à ce que les gouvernements et les communautés d'Afrique soient aux commandes. Pour ce faire, les Africains doivent se tenir responsables de leurs engagements. Une étape importante dans cette direction serait la mise en œuvre par chaque pays des engagements pris dans la *Déclaration de Nairobi en 2023*. À cette fin, il conviendrait de procéder à une évaluation approfondie des progrès réalisés, ce qui constituerait certainement un exemple pour le reste du monde.

Sources recommandées

- Cripps, E. (2022). *What climate justice means and why we should care*. Bloomsbury Publishing.
- Nalule, V. R. (Ed.). (2020). *Energy Transitions and the Future of the African Energy Sector: Law, Policy and Governance*. Springer Nature.
- Sokona et al. (2023). *Transition juste : Une vision pour le climat, l'énergie et le développement de l'Afrique*. Independent Expert Group on Just Transition and Development. https://justtransitionafrica.org/wp-content/uploads/2023/05/Just-Transition-Afrique_FR_single-pages.pdf

About Afrika Nunya

Afrika Nunya est un centre de recherche panafricain qui vise à transformer les sociétés africaines par la mobilisation endogène et la création d'un capital de connaissances transférables dans les processus décisionnels du continent. L'Institut promeut le dialogue, la création et la diffusion de connaissances ainsi que l'échange d'idées endogènes concernant les défis auxquels l'Afrique et sa diaspora sont confrontées, afin de proposer des solutions et des orientations fondées sur des données probantes. Basé à Lomé, au Togo, Afrika Nunya se consacre à la mise en place de plateformes interdisciplinaires sur les questions touchant le continent dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement durable et des droits de l'homme.